Les rectifications d'erreurs ou omissions matérielles

FORME DES DÉCISIONS

Les décisions font l'objet d'un **acte écrit** qui est **signé** par le président et par le greffier. Le greffier signe aux côtés du président les actes et décisions pour leur conférer une valeur authentique.

<> Le jugement doit comporter deux signatures : celle du greffier et celle du président. Si la minute ne contient que la signature du greffier, le jugement est nul (CA Besançon, ch. com., 20 oct. 1995 : Juris-Data n° 051345).

<> Si aucune des deux signatures n'y figure, il y a nullité (CA Besançon, ch. com. 10 nov. 1995 : Juris-Data n° 051337).

IMMUABILITÉ

Le libellé d'une décision qui a été prononcée ne peut plus être modifié d'un trait de plume quelle que soit la nature de la modification envisagée.

NÉCESSITÉS

Les décisions rendues par le conseil de prud'hommes peuvent parfois être affectées:

- soit d'une erreur matérielle telle qu'une faute de frappe ou l'inscription d'une mention ne correspondant pas au dossier ou bien au factum/brouillon de la décision:

- soit d'une omission matérielle, un mot ou un groupe de mots n'ayant pas été reproduits à la dactylographie.

Il s'agit d'erreur ou omissions matérielles imputables aux services de la juridiction .

PRINCIPE

Les erreurs commises par les parties dans leurs écritures ne peuvent être rectifiées par la procédure prévue par l'article 462 du code de procédure civile. Les erreurs qui affectent la décision elle-même, ou bien l'appréciation des faits ou bien encore, la solution à apporter au litige ne peuvent être réparées que par l'exercice d'un recours (appel, opposition, pourvoi, etc....) et par la juridiction compétente pour examiner ce recours.

Le texte de référence est l'article 462 du code de procédure civile qui vise expressément les erreurs et omissions matérielles

"Les erreurs et omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déferé, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande.

Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête commune ; il peut aussi se saisir d'office.

Le juge statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées. TOUTEFOIS, LORSQU'IL EST SAISI PAR REQUÊTE, IL STATUE SANS AUDIENCE, À MOINS QU'IL N'ESTIME NÉCESSAIRE D'ENTENDRE LES PARTIES.

La décision rectificative est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement.

Si la décision rectifiée est passée en force de chose jugée, la décision rectificative ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation."

JURISPRUDENCE

<> La rectification tendant à réparer une erreur de calcul entre dans les prévisions de l'article 462 du code de procédure civile (Cass.Soc. 30/5/95 - tables 96/97 Cah. Prud'hommes - n°591 page 68 & Cah.Prud'hommes. n°4 - 1997 p.66).

<> Le défaut d'indication de la qualité de conseiller prud'hommes composant une formation de référé résulte d'une omission matérielle qui peut être réparée conformément à l'article 462 du code de procédure civile et ne donne pas ouverture à cassation (Cass.Soc. 28/10/97 Bull. 97 V n° 352).

<> La cour d'appel qui décide que la mention, dans l'intitulé d'un arrêt, d'une société A résultait d'une erreur matérielle dans la désignation d'une partie, en cours de procédure, pouvant justifier une rectification après avoir constaté que la société B avait comparu et avait fait plaider et que dans l'arrêt rectifié, avaient été exclusivement discutées les argumentations respectives de cette société B et de son adversaire, ne méconnaît pas l'autorité de la chose jugée. (Cass. Soc. 27/02/97 - Bull. 91 V n° 105).

<> C'est à bon droit qu'un conseil de prud'hommes qui a constaté que la convocation libellée au nom d'une société avait été délivrée à une personne physique à l'adresse de l'entreprise, que cette personne physique avait comparu, assistée de son avocat tant devant le bureau de conciliation que devant le bureau de jugement et avait fait valoir ses prétentions et ses moyens, a estimé que la condamnation de la société, sans existence réelle, à la place de la personne physique, constituait une erreur matérielle dans la désignation d'une partie en cours de procédure pouvant justifier une rectification. (Cass. Soc. 07/01/85 - Bull. 85 V n°6).

<> La confusion sur la personne de la partie défenderesse ne constitue pas une erreur matérielle susceptible de rectification. En l'espèce l'assignation avait été délivrée à un homonyme du cocontractant du demandeur, lequel était étranger au litige (Cass. 2e civ., 02/04/97 ; Halfon c/ SA Citicorp location France : Juris-Data n° 001487.- JCP 1997 / n° 22 / IV/ 1149).

<> Viole l'article 462 du code de procédure civile, ensemble la loi des 16-24 août 1790, le tribunal qui, sous couvert d'une rectification d'erreur matérielle, d'une part, substitue au débiteur de l'indemnité désigné par ses précédentes décisions d'autres débiteurs, et condamne une collectivité publique en raison d'un accident causé par un ouvrage public. (Cass.Civ 1ère 16 novembre 2004. N° 02-18.600. - BICC 614 n°367).

<> Viole les articles 462 et 463 du code de procédure civile le conseil de prud'hommes qui retient que constitue une erreur matérielle l'omission dans son dispositif d'une demande sur laquelle il s'est expliqué dans ses motifs, alors qu'il s'agit d'une omission de statuer. (Soc. - 26 juin 2019.N 18-10.918.)

LA RECTIFICATION NE PERMET PAS DE REVENIR SUR CE QUI A ÉTÉ JUGÉ

<> La juridiction qui a omis de statuer sur un chef de demande peut compléter son jugement sans porter atteinte à la chose jugée quant aux autres chefs, sauf à rétablir, s'il y a lieu, le véritable exposé des prétentions respectives des parties et de leurs moyens. Les erreurs et omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déferé selon ce que le dossier révèle ou à défaut ce que la raison commande. Il n'en reste pas moins que le jugement dessaisit dès son prononcé le juge de la contestation qu'il tranche, de sorte qu'il est interdit à celui-ci de revenir sur ce qu'il a jugé comme de modifier la décision antérieurement rendue. (C.A. Agen (1 ch. civ.), 28 mars 2006 - R.G. n° 04/00649. BICC 665 N°1468).

FORMALISME

Le législateur a prévu quelques cas tout à fait exceptionnels qui permettent d'apporter une rectification, une mention additionnelle ou une mention en retranchement. Ces rectifications sont opérées en respectant un formalisme très précis et font l'objet de mentions très apparentes sur la minute concernée.

CONSTAT

Les erreurs ou omissions matérielles qui affectent un jugement peuvent être constatées soit par les conseillers prud'hommes, soit par la partie demanderesse, soit par la partie défenderesse.

<> Lorsqu'un appel a été formé contre un jugement affecté d'une erreur ou d'une omission matérielle, seule la cour d'appel à laquelle il a été déferé peut réparer cette erreur ou cette omission. (Cass. 2e civ., 22 oct. 1997 -95-14.508).

SAISINE D'OFFICE

La saisine d'office émane des conseillers, elle doit être matérialisée sur une ordonnance de saisine d'office qui est prise par le président de la formation qui a rendu la décision. Elle contient les mentions suivantes:

Date de la saisine - numéro de dossier (n° de R.G.) - identité des parties - nature et date de la décision entachée d'erreur - numéro du premier dossier - numéro de la minute - nature de l'erreur ou de l'omission matérielle - date et heure de l'audience au cours de laquelle - sera examinée l'erreur - signatures du président et du greffier.

REQUÊTE DES PARTIES

La demande en rectification d'une erreur ou d'une omission matérielle émane de l'une des parties [demandeur ou défendeur], elle est matérialisée par un courrier ou par une requête qui est adressé(e) au greffe.

Le requérant doit indiquer les renseignements suivants:

- son identité complète - la nature de la décision (ordonnance, jugement) - la date de la décision - le nom des parties au procès - le numéro du précédent dossier - le numéro de la minute - la nature de l'erreur matérielle ou de l'omission matérielle.

SAISINE D'OFFICE

L'erreur matérielle sera réparée même d'office (Cass. 1 civ., 20 mars 1989, n° 86-18.890, Bull. civ. I, n° 131). Il ne peut être reproché au juge d'avoir déclaré recevable une requête en rectification présentée par un plaideur qui n'avait pas été par e au jugement dès lors que le juge peut se saisir d'office (Cass. 3 civ., 8 janv. 1992, n° 89-21.361).

OUVERTURE D'UN DOSSIER

Une fois l'ordonnance de saisine d'office prise par le président, ou la requête enregistrée au greffe, un nouveau dossier est ouvert. Un nouveau numéro de R.G. est attribué. - Si le conseil de prud'hommes s'est saisi d'office, les parties conservent la même qualité de demandeur ou de défendeur que dans le précédent dossier. - Si le conseil de prud'hommes est saisi d'une requête en rectification d'une erreur ou omission matérielle, il conviendra de noter comme <demandeur> sur le nouveau dossier celui qui est l'auteur de la requête.

INSCRIPTION DE L'AFFAIRE AU RÔLE

L'affaire est portée devant une formation de même nature que celle qui a rendu la décision viciée de l'erreur ou de l'omission matérielle: - devant le bureau de jugement s'il s'agit d'un jugement:

- devant la formation de référé s'il s'agit d'une ordonnance de référé.

Avant 2010, les parties devaient obligatoirement être convoquées à l'audience qui examinait la rectification de l'erreur ou de l'omission matérielle afin de respecter le contradictoire désormais l'alinéa 3 de l'article 462 dispose: "Le juge statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées.

TOUTEFOIS, LORSQU'IL EST SAISI PAR REQUÊTE, IL STATUE SANS AUDIENCE, à moins qu'il n'estime nécessaire d'entendre les parties".

Jurisprudence antérieure: • Aux termes des articles 461 et 462 du Code de procédure civile, le juge ne se prononce que sur les parties entendues ou appelées lorsqu'il est conduit à rectifier un précédent jugement.

Doit en conséquence être rejeté le pourvoi formé contre un arrêt d'appel ayant annulé un jugement de rectification dès l'instant où la société défenderesse n'avait pas été invitée à comparaître (Cass.Soc.03/12/81 - Cah.Prud'homaux. n°4 - 1982 P.71). • Aux termes des articles 461 et 462 du code de procédure civile, le juge ne se prononce que sur les parties entendues ou appelées lorsqu'il est conduit à rectifier un précédent jugement. Doit en conséquence être rejeté le pourvoi formé contre un arrêt d'appel ayant annulé un jugement de rectification dès l'instant où la société défenderesse n'avait pas été invitée à comparaître (Cass.Soc.03/12/81 - Cah.Prud'homaux. n°4 - 1982 P.71).

JUGEMENT RECTIFICATIF

Pendant l'audience de jugement, les parties sont entendues sur les observations qu'elles ont à formuler sur l'erreur ou l'omission matérielle. A l'issue des débats, les conseillers peuvent statuer immédiatement ou bien mettre l'affaire en délibéré. Le jugement rectificatif est donc prononcé sur le champ ou bien après une mise en délibéré (comme pour les autres jugements). Le jugement rectificatif doit être motivé.

<> Il peut être suppléé à l'erreur matérielle concernant le nom du greffier assistant le président lors du prononcé de l'arrêt, par la vérification de l'identité de ce greffier sur le registre d'audience. (Cass. 1ère Civ 21/11/00 Bull. 2000 I n° 298.)

COMPOSITION DE LA FORMATION

La formation statuant sur une demande de rectification d'erreur matérielle n'est pas forcément identique

<> L'article 462 du code de procédure civile n'exige pas que la composition de la juridiction statuant sur une demande de rectification d'erreur matérielle par elle commise soit la même que celle dans laquelle cette juridiction avait rendu la décision contestée. (Cass.Soc. 08/06/94 - Cah.Prud'homaux n°2 - 1995 p.21).

<> Il n'est pas nécessaire que la composition de la juridiction appelée à rectifier l'erreur soit la même que celle dont émane la décision à rectifier (Cass. 3 civ., 20 janv. 1981, n° 79-10.449, Bull. civ. III, n° 16,).

RECOURS:

<> Les décisions rejetant une requête en rectification d'erreur ou d'omission matérielle obéissent, en ce qui concerne les voies de recours, aux règles ordinaires, et sont donc susceptibles d'appel ou de pourvoi en cassation selon qu'elles sont rendues en premier ou en dernier ressort.

Il en résulte que n'est pas recevable le pourvoi formé à l'encontre d'une décision ayant rejeté une requête en rectification d'un jugement qui, rendu par un conseil de prud'hommes sur une demande qui excédait le taux de sa compétence en dernier ressort, était susceptible d'appel (Cass.Soc.14/11/00 - Bull. 00- V n° 372).

Détermination de la voies de recours de la décision rectificative.

<> En application de l'article 462 du Nouveau code de procédure civile, une décision rectificative ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation lorsque la décision rectifiée est passée en force de chose jugée.

Encourt dès lors la cassation l'arrêt qui déclare recevable l'appel d'un jugement rectificatif et annule ce jugement au motif que le conseil de prud'hommes a modifié sur la compétence sa précédente décision et a méconnu l'autorité de la chose jugée. (Cass.Soc. 16 mars 2005. N° 03-40.058. - BICC 622 N° 1307).

<> Demandeur s'en étant rapporté à justice - Celui qui se rapporte à justice sur le bien-fondé d'une requête en rectification d'erreur matérielle n'est pas recevable à critiquer devant la Cour de cassation la décision accueillant cette requête. (3e Civ. - 30 octobre 2013. N° 12-21.128.).

OBLIGATION DE RECTIFIER

<> Le juge ne peut refuser de rectifier une erreur matérielle en se fondant sur l'importance des conséquences qui résulteraient de cette rectification. (3ème CIV. - 08/02/2006. BICC 640 N° 992 -N° 04-10.63 6. - C.A. Aix-en-Provence, 5 juin et 23 octobre 2003.)